

GREVE le 19 avril

> TOUTES et TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER

UN GOUVERNEMENT SOURD AUX REVENDICATIONS DE LA POPULATION :

De nombreux travailleurs du privé comme du public (EHPAD, Carrefour, Air France, énergie, SNCF...) retraités, étudiants se mobilisent pour refuser les politiques gouvernementales et patronales et porter d'autres perspectives sociales : défense et développement des services publics, hausse des rémunérations, créations d'emplois, meilleures conditions de

travail, refus de la sélection dans les universités, etc.

→ Pour mettre un terme aux politiques de régression sociale du gouvernement, pour que le patronat accepte les revendications des salariés, il nous faut encore accentuer l'ampleur des mobilisations et faire converger les luttes.

A LA BnF, LA LUTTE PAYE, ALORS AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

La BnF, ses missions et ses effectifs ont déjà été durement touchés par ces politiques régressives : plusieurs millions de coupes budgétaires et 270 emplois supprimés depuis 2009. Néanmoins, à chaque fois que les personnels se sont mobilisés en nombre, il a été possible d'entraver ces mesures et de gagner sur des revendications locales. Cela a été le cas en 2013, 2016 et 2017.

→ Faisons de 2018 une nouvelle année de mobilisations et de victoires à la BnF pour les missions et l'emploi, pour plus de transparence et d'équité concernant les carrières et les primes, pour améliorer les conditions de travail notamment de ceux et celles travaillant en local aveugle et à Richelieu, pour améliorer la situation des plus précaires, contre la vente et la marchandisation du patrimoine immobilier de la BnF, contre les réorganisations incessantes facteurs de risques psychosociaux, les plannings intenable de service public... Un préavis de grève intersyndical est toujours en cours à la BnF, utilisons-le. Venons en AG discuter de la situation et prendre des décisions !

DANS LA FONCTION PUBLIQUE S'UNIR POUR CONTRER LES POLITIQUES DE REGRESSION :

> **120.000 nouvelles suppressions de postes** dans la fonction publique

> **Une nouvelle baisse du pouvoir d'achat** (gel du point d'indice servant à calculer nos salaires, hausse de la CSG à peine compensée jusqu'en 2019, jour de carence en cas d'arrêt maladie)

> **15 milliards de coupes budgétaires et des missions de service public qui disparaissent**

> La rémunération au « mérite » en fonction des objectifs (évidemment en hausse) de l'employeur en raison des suppressions de postes

> Le **recul des garanties collectives** : avec la remise en cause des CAP (carrière) et des CHSCT (conditions de travail), c'est l'arbitraire qui s'installe définitivement

> Le **recours amplifié aux personnels contractuels et à plus de précarité**

PUBLIC & PRIVÉ JEUDI 19 AVRIL

ENSEMBLE EN GREVE ET EN MANIFESTATION

→ Assemblée générale, mardi 17/04 à 13h > hall Ouest

Vous disposez d'une autorisation d'absence : 1h sur votre temps de travail pour assister à cette réunion – décret du 28 mai 1982
utilisez là, prévenez avant vos encadrants

→ MANIF, 19/04 à 14h Montparnasse, RDV rue du Départ

Préavis de grève pour le 19 avril de l'intersyndicale Culture CFTC-Culture, CGT-Culture, SNAC-FSU, SUD-Culture et UNSA-Culture

Pour un service public de la Culture au service de la diversité et de la population. Pour la revalorisation des carrières des agents publics. Pour redonner du sens au travail

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agents de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les trois versants de la Fonction publique, nouvelle réforme de l'Etat dénommée « Action publique 2022 ».

Contrairement à l'engagement fait aux agents publics par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la Csg se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est-à-dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agents ! Les conséquences négatives sur le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agents publics sont inacceptables.

A l'inefficacité de ces mesures s'ajoute l'injustice faite aux agents. Elles ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics, elles rendent la Fonction publique peu attractive et fragilisent une fois encore les services publics rendus aux usagers.

Le gouvernement a poursuivi son programme libéral avec le lancement d'une énième réforme d'Etat dénommée « Action publique 2022 ». Il s'agit pour le gouvernement d'exiger des administrations soixante milliards d'euros d'économies dans les cinq prochaines années dans l'ensemble de la sphère publique, protection sociale comprise.

A contrario d'Action Publique 2022, nous portons l'idée que le service public culturel est une richesse et un bien commun, un outil au service de l'émancipation humaine. La diversité des missions du ministère forme le socle du service public de la Culture, son originalité et sa force. Unique en son genre, cela constitue l'exception culturelle.

Dans une société minée par les inégalités sociales, territoriales, culturelles et abîmée par les replis mortifères, les pouvoirs publics sont convoqués pour garantir à chacune et chacun le droit d'accès à la culture, la diversité culturelle et la cohérence des politiques culturelles mais aussi leur indispensable renouvellement et adaptation aux nouveaux enjeux de la démocratie culturelle.

Les conséquences produites par les restrictions budgétaires, les plans de suppressions d'emplois et les réorganisations-désorganisations, les « réformes » de l'Etat telles la Révision Générale des Politiques Publiques, la Modernisation de l'Action Publique et la réforme territoriale rendent de plus en plus difficile l'exercice des missions.

Ensemble, nous refusons les politiques d'austérité et nous exigeons les moyens nécessaires pour travailler au développement des coopérations indispensables à la construction des politiques publiques culturelles, à leurs transversalités afin de répondre aux besoins sociaux et culturels de nos concitoyens ; au lieu d'abandonner, aider et conseiller les collectivités territoriales et accompagner et protéger les professionnels. Nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur les missions des services publics en s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées (...).

C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agents à la grève, aux manifestations ou rassemblements pour se mobiliser le jeudi 19 avril prochain.

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agents par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de services publics.

En outre l'annonce de la poursuite des politiques de suppressions d'emploi dans la Fonction publique ne correspond en rien aux fortes attentes de nos concitoyens et à la satisfaction des besoins sociaux. Au ministère de la Culture, la suppression de près de 900 postes entre 2012 et 2016 dans nos services et établissements a déjà considérablement détérioré les conditions de travail et abîmé la santé des personnels.

En conséquence, le présent courrier vaut préavis de grève pour le jeudi 19 avril, ainsi que pour les nuitées en aval et en amont de cette journée, pour l'ensemble des personnels, de droit privé comme de droit public, du Ministère de la Culture.